



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère chargé  
des installations classées  
pour la protection de  
l'environnement

# Annexe I : Demande d'enregistrement pour une ou plusieurs installation(s) classée(s) pour la protection de l'environnement

N°15679\*03

Articles L. 512-7 et suivants du code de l'environnement

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service destinataire.

## 1. Intitulé du projet

Extension d'un site de teillage de lin sur la commune de Saint-Maxent (80) avec rajout d'un bâtiment de production et un bâtiment de stockage de produits finis

## 2. Identification du demandeur (remplir le 2.1.a pour un particulier, remplir le 2.1.b pour une société)

### 2.1.a Personne physique (vous êtes un particulier) :

Madame ☐ Monsieur ☐

Nom, prénom

### 2.1.b Personne morale (vous représentez une société civile ou commerciale ou une collectivité territoriale) :

Dénomination ou  
raison sociale

COOP AGRICOLE LINIERE REGION D'ABBEVILLE

N° SIRET

78065002400018

Forme juridique

Société coopérative agricole

Qualité du  
signataire

Président

Le nom de la personne, physique ou morale, qui exerce une activité soumise à la réglementation relative aux ICPE est une information regardée comme nécessaire à l'information du public, publié sans anonymisation en application des dispositions du 3° de l'article D312-1-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Toutefois, si sa publication fait craindre des représailles ou est susceptible de porter atteinte à la sécurité publique ou à la sécurité des personnes, l'exploitant personne physique peut demander que la donnée ne soit pas mise en ligne au titre de l'application du d) de l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration :

Dans l'hypothèse où ces données seraient mises en ligne, je souhaite, en tant que personne physique, qu'elles soient anonymisées : ☐

### 2.2 Coordonnées (adresse du domicile ou du siège social)

N° de téléphone

03 22 28 51 09

N° voie

18

Type de voie

route

Nom de voie

nationale

Lieu-dit ou BP

Code postal

80140

Commune

Martainneville

Si le demandeur réside à l'étranger

Pays

Province/Région

### 2.3 Personne habilitée à fournir les renseignements demandés sur la présente demande

Cochez la case si le demandeur n'est pas représenté ☐

Madame ☐ Monsieur ☒

Nom, prénom

Wozniack Médéric

Société

SARL Routier Environnement

Service

Bureau d'étude environnementale

Fonction

Ingénieur en environnement

#### Adresse

N° voie

19

Type de voie

rue

Nom de voie

Sadi Carnot

Lieu-dit ou BP

Code postal

80140

Commune

Oisemont

N° de téléphone

03 22 25 05 30

Adresse électronique

contact@routier-environnement.com

## 3. Informations générales sur l'installation projetée

### 3.1 Adresse de l'installation

N° voie

18

Type de voie

route

Nom de la voie

Nationale

Lieu-dit ou BP

Code postal

80140

Commune

Martainneville

### 3.2 Emplacement de l'installation

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs départements ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui veuillez préciser les numéros des départements concernés :

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs communes ?

Oui ☒ Non ☐

Si oui veuillez préciser le nom et le code postal de chaque commune concernée :

Martainneville (80140) et Saint-Maxent (80140)

## 4. Informations sur le projet

### 4.1 Description

Description de votre projet, incluant ses caractéristiques physiques y compris les éventuels travaux de démolition et de construction

Activité du site :

Les fibres du lin sont contenues dans l'enveloppe externe de la tige, communément appelée « paille ». Pour pouvoir les exploiter, il est nécessaire de les extraire et de les débarrasser du bois présent au centre de la tige, valorisé sous forme de paillettes de bois pour le jardinage, les litières animales, l'aggloméré. Il s'agit d'une extraction mécanique des fibres réalisées par battage de la matière (étape de décortication) puis séparation des différents produits obtenus. Le site est déjà implanté depuis 1981 et dont la dernière mise à jour date de 2016. Il est prévu de réaliser une extension sur le site avec l'ajout d'un bâtiment de stockage de 28 286 m<sup>3</sup> de filasse/produits finis et d'un bâtiment de production avec trois nouvelles lignes de production. L'extension se fera sur les parcelles cadastrales de Saint-Maxent ZE 4 et 6 au nord-est du site du côté éloigné des tiers. Le site possède déjà 12 bâtiments nommés de A à L. Le bâtiment A sont les bureaux administratifs. Les bâtiments E, F, et H2 sont des bâtiments de production. Le bâtiment C est un atelier permettant les réparations et également le stockage de produit. Les bâtiments B, D, G, H1, I, J, K et L servent de stockage pour différentes matières lors de la production (paille, étoupe, filasses, anas). Ces différents bâtiments sont déjà connus au niveau de l'administration mise à part le bâtiment L (stockage de paille sur remorque) qui a été ajouté par la suite. Dans les bâtiments de production, des lignes de teillage sont présentes. Il y en a 6 au total correspondant à une puissance totale de 3635 kW. Des compresseurs sont également présents. Concernant les bâtiments de stockage, ces derniers font au total 184 564 m<sup>3</sup> en terme de surface et de hauteur.

Projet

Pour faire face à la demande croissante de produits finis, le site prévoit la construction de deux nouveaux bâtiments sur la zone est du site en terrain agricole. Il s'agira d'un bâtiment de stockage de filasse de 28 286 m<sup>3</sup> permettant l'augmentation du stock actuel du site avant production (Bâtiment N) et d'un autre bâtiment de production (bâtiment M) comportant 3 nouvelles lignes de teillage de puissance 1600 kW au total qui permettra d'augmenter le rendement du site. Ce bâtiment de production comprendra deux zones de chargement, une pour la paille et l'autre pour les anas, deux locaux électriques, un local poussière, un local échantillonnage, un atelier, un bureau de production et une zone filtre. Le reste du bâtiment sera destiné au teillage. Le bâtiment N (stockage) sera d'une surface de 3479,21 m<sup>2</sup> et le bâtiment M (production) de 7179,48 m<sup>2</sup>. 25 000 m<sup>2</sup> seront également imperméabilisés en macadam pour permettre la circulation et le stationnement des différents véhicules. Le site sera légèrement nivelé et décapé pour permettre la mise en place des bâtiments. La structure des bâtiments sera en acier avec murs en béton. Le bardage sera en tôle laquée beige, la menuiserie en aluminium marron et la couverture en tôle gris-graphite.

L'accès au site se fera par la route nationale, l'avenue Charles Pottier et les aires d'accès stabilisées. Les bâtiments respecteront les normes en vigueur en matière de sécurité et de lutte contre l'incendie. Une défense incendie se situe à proximité de la propriété. De nombreux poteaux incendie se situent sur la propriété. La Route Nationale, l'avenue Charles Pottier et les aires d'accès stabilisées permettront en cas de nécessité l'accès aux véhicules de secours.

Le site prévoit également la mise en place d'un bassin de confinement de 1440 m<sup>3</sup> et d'un bassin de tamponnement des eaux pluviales de 960 m<sup>3</sup>. Un séparateur d'hydrocarbure sera mise en place après le bassin tampon ainsi qu'un régulateur de débit de 15 l/s.

Un nouveau bassin d'infiltration de 1000 m<sup>3</sup> sera également mise en place au sud du site afin de pouvoir gérer les eaux pluviales du projet mais également des bâtiments I, J, K et L et leur aires imperméabilisées. Le bassin aura une infiltration de 200 mm/h. Un bassin de confinement agrandi à 1350 m<sup>3</sup> sera également mis en place pour gérer les eaux d'extinction des bâtiments J, K et L. Deux nouveaux bassins de confinement de 800 m<sup>3</sup> et 740 m<sup>3</sup> sont réalisés côté existant.

Le site existant possède un réseau de bouche incendie possédant des débits de 60 m<sup>3</sup>/h ou supérieur.

Ces différents éléments seront à moins de 100 m des issues des bâtiments. Des extincteurs et des RIA seront répartis dans le bâtiment ainsi qu'un système de désenfumage et de détection automatique des incendies. Un nouveau transformateur sera également mis en place afin de permettre l'alimentation électrique du projet. De manière générale sur le site existant se trouve déjà deux réserves incendie de 935 m<sup>3</sup> et 450 m<sup>3</sup> qui seront remplacées par deux poches de 600 m<sup>3</sup> et 450 m<sup>3</sup> et possèdent une poche de 600 m<sup>3</sup> permettant d'assurer la défense incendie du site. Les bâtiments E, F possèdent un système de confinement des eaux d'extinction intérieur via des caves, le reste des bâtiments est géré par des bassins de confinement. Le désenfumage est en cours de remise en norme comme le montre les annexes. Des extincteurs et RIA sont répartis sur tout le site ainsi qu'un système de détection automatique des incendies avec alarme. Les eaux pluviales des bâtiments A, B, moitié de E, F sont traitées par un système de séparateur d'hydrocarbure avant rejet vers le cours d'eau La Vimeuse à raison de 7,3 % du débit QMNA5 du cours d'eau. Des analyses au niveau du séparateur sont réalisées périodiquement. Une aire de lavage est également présente sur le site avec un déboureur-déshuileur. Un système de distribution de carburant se trouve à côté avec deux cuves de GNR de 15000 l chacune et une cuve enterrée de gazole de 2000 l. Un atelier (450 m<sup>2</sup>) est présent permettant la réparation des machines et véhicules. Des produits comme l'huile y sont présents sur des bacs de rétention. Deux bouteilles d'acétylène (90 kg) et deux bouteilles d'oxygène (75 kg) y sont présentes également. Un système de dépoussiérage au niveau des bâtiments de production permet d'évacuer la poussière des bâtiments et de la stocker dans des bennes. Un système sera également présent dans le projet. Un atelier de charge accumulateur est également en place (52,6 kW) et 3 petits silos de 35 m<sup>3</sup>.

**4.2 Votre projet est-il un :**

Nouveau site ☐

Site existant ☒

### 4.3 Activité

Précisez la nature et le volume des activités ainsi que la ou les rubrique(s) de la nomenclature des installations classées dont la ou les installations projetées relèvent :

Numéro de rubrique	Désignation de la rubrique (intitulé simplifié) avec seuil	Identification des installations exprimées avec les unités des critères de classement	Régime
2260	Broyage, concassage, criblage des substances végétale et tous produits organiques naturels. Puissance maximale des machines supérieur à 500 kW	8 ligne de teillage de 5235 kw + 5 compresseurs de 266 kW 5 501 kW	E
1510	Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts pour un volume supérieur ou égal à 50000 m3 mais inférieur à 900000 m3	Avant projet = 190 339 m3 Après projet = 218 625 m3 11 224 tonnes	E
2160	Silos et installation de stockage en vrac de céréales, , ... si le volume total de stockage est supérieur à 5000 m3 mais inférieure ou égal à 50000 m3	3 silos de 35 m3 = 105 m3	NC
2965	Atelier de charge d'accumulateurs électriques Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale étant supérieure à 50 kW	18,24 kW	NC
2930	Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur la surface de l'atelier étant supérieur à 2000 m2 mais inférieure à 5000 m2	450 m2	NC
4719	Acétylène stocké, volume supérieure ou égale à 250 kg	90 kg	NC
4725	Oxygène stocké, volume supérieure ou égale à 2t	75 kg	NC
1435	Stations-service, le volume annuel de carburant distribué étant supérieur à 100 m3 d'essence ou 500 m3 au total mais inférieur ou égal à 20000 m3	76 m3/an	NC
4734	Produits pétroliers spécifique et carburants de substitution : essences, ... La quantité total présente étant supérieure ou égal à 100 m3 mais inférieur à 1000 m3	2 cuves enterrées de GNR de 15000 l soit 25,35 t et une cuve d'essence enterrée de 2000 l soit 1,58 t = 26,93 t	NC

#### 4.4 Installations, ouvrages, travaux, activités (IOTA) :

Votre projet est-il soumis à une ou plusieurs rubrique(s) relevant de la réglementation IOTA ?

Oui ☒ Non ☐

Si oui :

- la connexité de ces IOTA les rend-elle nécessaires à l'installation classée ?

Oui ☒ Non ☐

- la proximité de ces IOTA avec l'installation classée est-elle de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients ?

Oui ☐ Non ☒

- indiquez la (ou les) rubrique(s) concernée(s) :

Numéro de rubrique	Désignation de la rubrique (intitulé simplifié) avec seuil	Identification des installations, ouvrages, travaux, activités (IOTA)	Régime
2150	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol : 2. Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	11,5 ha. Le projet d'extension = 10 658,69 m <sup>2</sup> de bâtiment + 25 000 m <sup>2</sup> imperméabilisé = 35 658,7 m <sup>2</sup>	D

### 5. Respect des prescriptions générales

5.1 Veuillez joindre un document permettant de justifier que votre installation fonctionnera en conformité avec les prescriptions générales édictées par arrêté ministériel, sous réserve des aménagements demandés au point 5.2. Ce document devra également permettre de justifier que votre installation soumise à déclaration connexe à votre activité principale fonctionnera en conformité avec les prescriptions générales édictées par arrêté ministériel.

*Attention, la justification de la conformité à l'arrêté ministériel de prescriptions générales peut exiger la production de pièces annexes (exemple : plan d'épandage).*

*Vous pouvez indiquer ces pièces dans le tableau à votre disposition en toute fin du présent formulaire, après le récapitulatif des pièces obligatoires.*

5.2 Souhaitez-vous demander des aménagements aux prescriptions générales mentionnées ci-dessus ?

Oui ☒ Non ☐

*Si oui, veuillez fournir un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés.*

**Le service instructeur sera attentif à l'ampleur des demandes d'aménagements et aux justifications apportées.**

### 6. Sensibilité environnementale en fonction de la localisation de votre projet

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement. Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose un regroupement de ces données environnementales par région, à l'adresse suivante : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/information-environnementale#e2>

Cette plateforme vous indiquera la définition de chacune des zones citées dans le formulaire.

Vous pouvez également retrouver la cartographie d'une partie de ces informations sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel (<http://inpn.mnhn.fr/zone/sinp/espaces/viewer/>).

Le projet se situe-t-il :

Oui Non

Si oui, lequel ou laquelle ?

Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?

☐

☒

En zone de montagne ?

☐

☒

Dans une zone couverte par un arrêté de protection biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un bien inscrit au patrimoine mondiale ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un site ou sur des sols pollués ? <i>[Site répertorié dans l'inventaire BASOL]</i>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone de répartition des eaux ? <i>[R.211-71 du code de l'environnement]</i>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :</b>	<b>Oui</b>	<b>Non</b>	<b>Si oui, lequel et à quelle distance ?</b>
D'un site Natura 2000 ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Vallée de la Bresle (FR2200363) à 7,4 km

D'un site classé ?		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
--------------------	--	--------------------------	-------------------------------------	--

## 7. Effets notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement.

7.1 Incidence potentielle de l'installation		Oui	Non	NC <sup>1</sup>	Si oui, décrire la nature et l'importance de l'effet (appréciation sommaire de l'incidence potentielle)
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements en eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site est raccordé au réseau public pour une consommation de 4250 m <sup>3</sup> / an. Le projet va engendrer 500 m <sup>3</sup> /an supplémentaire soit 4750 m <sup>3</sup> / a, au total Pas d'effet particulier
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La terre décapée lors des travaux sera réutilisé pour le nivellement du terrain.
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site va utiliser du métal et du béton majoritairement pour la construction des deux nouveaux bâtiments. Pas d'utilisation de ressources naturelles du sol. Le site utilise le lin issu de culture pour réaliser son teillage. Le lin provient d'agriculteur faisant parti de la coopérative
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Projet sur terrain agricole loin des sites naturels
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

<sup>1</sup>

Non concerné

	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 6 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site consomme de la parcelle agricole. La parcelle appartient à la coopérative. (2,5 ha environ)
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Aléa gonflement-retrait des argiles moyen
	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?				
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Déplacement de tracteurs et camions. Le projet ne va pas engendrer beaucoup plus de circulation qu'actuellement si ce n'est un ou deux camions / jour en plus en période de forte activité. En affluence maximale, on estime 5 camions et 20 tracteurs par jour.
	Est-il source de bruit ?				Des mesures de bruit réalisées en période nocturne et diurne montrent un respect de la réglementation en vigueur
	Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des odeurs ?				
	Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des vibrations ?				Le passage de véhicule peut engendrer des vibrations mais le site est goudronné et les vibrations sont très faibles. De plus, les tiers sont éloignés.
	Est-il concerné par des vibrations ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

	Engendre-t-il des émissions lumineuses ?  Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site est éclairé de nuit car il y a une activité 24h sur 24. L'éclairage se fait au niveau de l'entrée du site pour l'arrivée et le pesage des véhicules. La bordure paysagère tout autour du site permet de limiter l'impact lumineux. Il n'y a pas d'autre éclairage extérieur.
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site émet de la poussière au niveau des ces bâtiments de production. Un système de dépoussiérage permet de limiter leur émission en les stockant dans des bennes via humidification. Les analyses réalisées montrent un respect des seuils réglementaires
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site gère ses eaux pluviales à la parcelle via des bassins d'infiltration ou rejet au niveau d'un fossé puis cours d'eau "La Vimeuse". Avant chaque rejet, un séparateur hydrocarbures permet le traitement des eaux. Des analyses sont réalisées afin de vérifier l'efficacité du traitement. Le débit de rejet est inférieur à 10 % du QMNA 5 du cours d'eau
	Engendre t-il des d'effluents ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Système d'assainissement non collectif des sanitaires et vestiaires via fosses toutes eaux. Etude de sol pour le projet
Déchets	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Plusieurs déchets sont engendrés : déchets "verts, cartons, ferailles, "chiffons", huiles usagées, ficelles, poussière, bidons, ... Ces déchets sont stockés sur site via containers ou bennes étanches et éliminés via des filières adaptées.
Patrimoine/ Cadre de vie/ Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements) notamment l'usage des sols ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La parcelle du projet est agricole et sera urbanisé via le projet. La parcelle appartient à la coopérative et donc cela n'engendrera pas de conséquence négative car il y a une maîtrise foncière.

## 7.2 Cumul avec d'autres activités

Les incidences du projet, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui, décrivez lesquelles :

### 7.3 Incidence transfrontalière

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontalière ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui, décrivez lesquels :

### 7.4 Mesures d'évitement et de réduction

Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

Le site construit juste à côté de son site existant afin de limiter les déplacements inutiles. Le site a réduit au maximum son emprise. Un système de dépoussiérage permet de limiter les émissions dans l'air. Des séparateurs hydrocarbures sont présents afin infiltration ou rejet pour les eaux pluviales afin les traiter et réduire les impacts éventuels sur le milieu. Des bassins de confinements et des systèmes de confinement intérieur permettent de confiner les eaux d'extinction en cas d'incendie pour limiter la pollution. Ces éléments ont été dimensionnés grâce au D9A. Les produits sur site sont stockés sur des bacs de rétention

## 8. Usage futur

Pour les sites nouveaux, veuillez indiquer votre proposition sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagné de l'avis du propriétaire le cas échéant, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme *[5° de l'article R.512-46-4 du code de l'environnement]*.

Après remise en état du site et tous risques de pollution écartée, la solution envisagée par la COOP AGRICOLE est de conserver les structures et de les reconvertir en zone de stockage de matériel agricole.

## 9. Commentaires libres

## 10. Engagement du demandeur

A

Le

Signature du demandeur



# Bordereau récapitulatif des pièces à joindre à la demande d'enregistrement

**Vous devez fournir le dossier complet en trois exemplaires, augmentés du nombre de communes dont l'avis est requis en application de l'article R. 512-46-11. Chaque dossier est constitué d'un exemplaire du formulaire de demande accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre enregistrement, parmi celles énumérées ci-dessous.**

## 1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

Pièces	
<b>P.J. n°1.</b> - Une carte au 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée [1° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>P.J. n°2.</b> - Un plan à l'échelle de 1/2 500 au minimum des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres. Lorsque des distances d'éloignement sont prévues dans l'arrêté de prescriptions générales prévu à <a href="#">l'article L. 512-7</a> , le plan au 1/2 500 doit couvrir ces distances augmentées de 100 mètres [2° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>P.J. n°3.</b> - Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que le tracé de tous les réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau [3° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]  Requête pour une échelle plus réduite <input checked="" type="checkbox"/> :  En cochant cette case, je demande l'autorisation de joindre à la présente demande d'enregistrement des plans de masse à une échelle inférieure au 1/200 [titre 1er du livre V du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>P.J. n°4.</b> - Un document permettant au préfet d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le plan d'occupation des sols, le plan local d'urbanisme ou la carte communale [4° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>P.J. n°5.</b> - Une description des capacités techniques et financières au sens du 7° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>P.J. n°6.</b> - Un document justifiant du respect des prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées applicables à l'installation. Ce document présente notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions [8° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]  Pour les installations d'élevage, se référer au point 5 de la notice explicative.	<input checked="" type="checkbox"/>

## 2) Pièces à joindre selon la nature ou l'emplacement du projet :

Pièces	
<b>Si vous sollicitez des aménagements aux prescriptions générales mentionnés à l'article L. 512-7 applicables à l'installation :</b>	
<b>P.J. n°7.</b> – Un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés [Art. R. 512-46-5 du code de l'environnement].	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>Si votre projet se situe sur un site nouveau :</b>	
<b>P.J. n°8.</b> - L'avis du propriétaire, si vous n'êtes pas propriétaire du terrain, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement].  Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.	<input type="checkbox"/>
<b>P.J. n°9.</b> - L'avis du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'un permis de construire :</b>	
<b>P.J. n°10.</b> – La justification du dépôt de la demande de permis de construire [1° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement.	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'une autorisation de défrichement :</b>	
<b>P.J. n°11.</b> – La justification du dépôt de la demande d'autorisation de défrichement [2° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement.	<input type="checkbox"/>
<b>Si l'emplacement ou la nature du projet sont visés par un plan, schéma ou programme figurant parmi la liste suivante :</b>	
<b>P.J. n°12.</b> - Les éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes suivants : [9° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>

- le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>
- le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>
- le schéma régional des carrières prévu à l'article L. 515-3	<input type="checkbox"/>
- le plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>
- le plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L. 541-13 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>
- le programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le plan de protection de l'atmosphère prévu à l'article L. 222-4 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
<b>Si votre projet nécessite une évaluation des incidences Natura 2000 :</b>	
<b>P.J. n°13.</b> - L'évaluation des incidences Natura 2000 [article 1° du I de l'art. R. 414-19 du code de l'environnement]. Cette évaluation est proportionnée à l'importance du projet et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence [Art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
<b>P.J. n°13.1.</b> - Une description du projet accompagnée d'une carte permettant de localiser l'espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets ; lorsque le projet est à réaliser dans le périmètre d'un site Natura 2000, un plan de situation détaillé est fourni ; [1° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
<b>P.J. n°13.2.</b> Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le projet est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 [2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. Dans l'affirmative, cet exposé précise la liste des sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés, compte tenu de la nature et de l'importance du projet, de sa localisation dans un site Natura 2000 ou de la distance qui le sépare du ou des sites Natura 2000, de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes, des caractéristiques du ou des sites Natura 2000 et de leurs objectifs de conservation [2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
<b>P.J. n°13.3.</b> Dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés, le dossier comprend également une analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, que le projet peut avoir, individuellement ou en raison de ses effets cumulés avec d'autres projets dont vous êtes responsable, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites [II de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
<b>P.J. n°13.4.</b> S'il résulte de l'analyse mentionnée au 13.3 que le projet peut avoir des effets significatifs dommageables, pendant ou après sa réalisation, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier comprend un exposé des mesures qui seront prises pour supprimer ou réduire ces effets dommageables [III de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
<b>P.J. n°13.5.</b> Lorsque, malgré les mesures prévues en 13.4, des effets significatifs dommageables subsistent sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier d'évaluation expose, en outre : [IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] :	<input type="checkbox"/>
- <b>P.J. n°13.5.1</b> La description des solutions alternatives envisageables, les raisons pour lesquelles il n'existe pas d'autre solution que celle retenue et les éléments qui permettent de justifier la réalisation du projet, dans les conditions prévues aux VII et VIII de l'article L. 414-4 du code de l'environnement ; [1° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
- <b>P.J. n°13.5.2</b> La description des mesures envisagées pour compenser les effets dommageables que les mesures prévues au 13.4 ci-dessus ne peuvent supprimer. Les mesures compensatoires permettent une compensation efficace et proportionnée au regard de l'atteinte portée aux objectifs de conservation du ou des sites Natura 2000 concernés et du maintien de la cohérence globale du réseau Natura 2000. Ces mesures compensatoires sont mises en place selon un calendrier permettant d'assurer une continuité dans les capacités du réseau Natura 2000 à assurer la conservation des habitats naturels et des espèces. Lorsque ces mesures compensatoires sont fractionnées dans le temps et dans l'espace, elles résultent d'une approche d'ensemble, permettant d'assurer cette continuité ; [2° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
- <b>P.J. n°13.5.3</b> L'estimation des dépenses correspondantes et les modalités de prise en charge des mesures compensatoires, qui sont assumées par vous [3° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
<b>Si votre projet concerne les installations qui relèvent des dispositions de l'article 229-6 :</b>	
<b>P.J. n°14.</b> - La description :	
- Des matières premières, combustibles et auxiliaires susceptibles d'émettre du gaz à effet de serre ;	
- Des différentes sources d'émissions de gaz à effet de serre de l'installation ;	
- Des mesures de surveillance prises en application de l'article L. 229-6. Ces mesures peuvent être actualisées par l'exploitant dans les conditions prévues par ce même article sans avoir à modifier son enregistrement	<input type="checkbox"/>

<b>P.J. n°15.</b> Un résumé non technique des informations mentionnées dans la pièce jointe n°14 [10° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
<b>Si votre projet concerne une installation d'une puissance thermique supérieure ou égale à 20 MW :</b>	
<b>P.J. n°16.</b> - Une analyse coûts-avantages afin d'évaluer l'opportunité de valoriser de la chaleur fatale notamment à travers un réseau de chaleur ou de froid. Un arrêté du ministre chargé des installations classées et du ministre chargé de l'énergie, pris dans les formes prévues à l'article L. 512-5, définit les installations concernées ainsi que les modalités de réalisation de l'analyse coûts-avantages. [11° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
<b>P.J. n°17.</b> - Une description des mesures prises pour limiter la consommation d'énergie de l'installation Sont fournis notamment les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique, tels que la récupération secondaire de chaleur. [12° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
<b>Si votre projet comprend une ou plusieurs installations de combustion moyennes relevant de la rubrique 2910 :</b>	
<b>P.J. n°18.</b> - Indiquer le numéro de dossier figurant dans l'accusé de réception délivré dans le cadre du rapportage MCP	<input type="checkbox"/>

**3) Autres pièces volontairement transmises par le demandeur :**  
Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les pièces supplémentaires que vous souhaitez transmettre à l'administration.

Pièces	
	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>